

TRANSPORT COLLECTIF ET ACTIF

1. Le gouvernement du Québec a récemment confirmé sa contribution de 60% au financement du projet de train léger dans l'ouest de Gatineau, estimé à 2,1 G\$. Ce projet est nécessaire afin de répondre à la demande de mobilité croissante de nos résidents et d'assurer un lien entre l'ouest de la ville et les principaux pôles d'emplois et de divertissement. Les fonds fédéraux actuellement prévus pour le projet dans l'entente bilatérale intégrée sont de 173 M\$. Il y a donc un manque à gagner de 667 M\$ pour garantir la part du fédéral dans ce projet (40%). Si votre parti est porté au pouvoir, comptez-vous assurer le financement complet de la part fédérale du projet de train léger dans l'ouest?

Dans le budget de 2019, nous investissons 2,2 milliards de dollars de plus pour nous assurer que le financement de l'infrastructure parvienne à ceux qui veulent et peuvent réaliser des projets - nos administrations locales et municipales. Nous veillons également à ce que les fonds d'infrastructure non dépensés provenant de programmes inactifs plus anciens soient transférés aux municipalités par l'entremise du Fonds de la taxe sur l'essence afin de soutenir les priorités locales en matière d'infrastructure. Cela signifie plus de routes, de ponts et de projets verts qui créent des emplois, permettent aux gens de rentrer chez eux plus rapidement du travail et favorisent la croissance économique.

Pour donner aux villes le financement prévisible dont elles ont besoin pour planifier l'avenir du transport en commun, nous allons rendre permanent l'engagement du gouvernement fédéral à financer le transport en commun et nous veillerons à ce qu'il suive l'augmentation des coûts de construction avec le temps. Cela signifiera 3 milliards de dollars de plus par année en financement stable et prévisible pour les besoins de nos villes en matière de transport en commun, en plus des transferts provenant du Fonds de la taxe sur l'essence du gouvernement fédéral.

2. Dans son plan Investir dans le Canada, le gouvernement fédéral s'est engagé à investir plus de 23 G\$ en transport collectif sur une période de 10 ans à partir de 2018-2019. Afin de poursuivre sur cette lancée et d'assurer aux villes une meilleure prévisibilité des fonds disponibles pour leurs projets de transport en commun, dont la planification et la réalisation s'étalent sur plusieurs années, les villes canadiennes, par l'entremise de la Fédération canadienne des municipalités, demandent l'instauration d'un fonds permanent de transport collectif. Ce fonds maintiendrait à perpétuité le taux d'investissement annuel du plan Investir dans le Canada, au-delà de 2028, ce qui équivaldrait à une allocation de 34 G\$ sur les dix années suivantes. Un montant minimal de 4 G\$ de ce fonds doit être réservé pour un volet basé sur le mérite afin de permettre la réalisation de projets dans des villes où la formule d'affectations ne répond pas aux besoins locaux. Si votre parti est porté au pouvoir, comptez-vous mettre sur pied un fonds permanent pour le transport collectif, avec un volet basé sur le mérite?

Nous rendrons permanent l'engagement fédéral de financer les projets de transport en commun et nous ferons en sorte que ce financement suive la hausse progressive du coût de construction au fil du temps. Il y aura donc un financement stable de 3 milliards de dollars supplémentaires par année pour subvenir aux besoins des villes en matière de transport collectif.

3. Faute d'aménagement permettant de le rendre sécuritaire, l'ancien pont ferroviaire Prince-de-Galles est fermé à la circulation depuis longtemps. Cependant, ce pont pourrait être une occasion de favoriser le transport actif en offrant un nouveau lien entre Gatineau et Ottawa. Si votre parti est porté au pouvoir, vous engagez-vous à financer un projet de réaménagement du pont Prince-de Galles afin d'y permettre le transport actif?

Dans le budget de 2019, nous investissons 2,2 milliards de dollars de plus pour nous assurer que le financement de l'infrastructure parvienne à ceux qui veulent et peuvent réaliser des projets - nos administrations locales et municipales. Nous veillons également à ce que les fonds d'infrastructure non dépensés provenant de programmes inactifs plus anciens soient transférés aux municipalités par l'entremise du Fonds de la taxe sur l'essence afin de soutenir les priorités locales en matière d'infrastructure. Cela signifie plus de routes, de ponts et de projets verts qui créent des emplois, permettent aux gens de rentrer chez eux plus rapidement du travail et favorisent la croissance économique.

Pour donner aux villes le financement prévisible dont elles ont besoin pour planifier l'avenir du transport en commun, nous allons rendre permanent l'engagement du gouvernement fédéral à financer le transport en commun et nous veillerons à ce qu'il suive l'augmentation des coûts de construction avec le temps. Cela signifiera 3 milliards de dollars de plus par année en financement stable et prévisible pour les besoins de nos villes en matière de transport en commun, en plus des transferts provenant du Fonds de la taxe sur l'essence du gouvernement fédéral.

4. Au dernier budget, le gouvernement fédéral a procédé à une hausse ponctuelle de 2 G\$ afin de doubler le montant du Fonds de la taxe sur l'essence pour l'année 2019. À Gatineau, cette mesure représente un apport additionnel de 16 M\$, qui a permis d'assurer la réalisation de plusieurs travaux d'infrastructures. Les villes étant cependant responsables de plus de 58 % des infrastructures publiques au Canada, et percevant seulement 8% de l'ensemble des taxes et impôts à l'échelle nationale, du travail reste à faire pour les aider à relever le défi du maintien de leurs infrastructures en bon état. Une bonification permanente du Fonds de la taxe sur l'essence permettrait de répondre à cet enjeu, car cet outil permet une flexibilité dans les projets admissibles ainsi qu'une prévisibilité du financement, ce qui assure une meilleure planification des travaux municipaux. D'ailleurs, il y aurait lieu d'assouplir davantage ce fonds pour y rendre admissibles les coûts d'opération du transport collectif, qui sont actuellement supportés en grande majorité par la Ville et les usagers. Si votre parti est porté au pouvoir, comptez-vous doubler de façon permanente le Fonds de la taxe sur l'essence et l'assouplir pour permettre le financement des opérations de transport collectif?

Au cours des quatre dernières années, nous avons fait les plus importants investissements dans le transport en commun de l'histoire du Canada. Cependant, la congestion routière continue d'être un grave problème dans nos villes, ce qui rend difficile pour les familles de passer du temps ensemble et coûte environ 15 milliards de dollars à notre économie en perte de productivité chaque année. Afin de donner aux villes le financement prévisible dont elles ont besoin pour planifier l'avenir du transport en commun, nous rendrons permanent l'engagement fédéral de financer les projets de transport en commun. De plus, nous ferons en sorte que ce financement suive la hausse progressive du coût de construction au fil du temps. Cela se traduira par un financement stable et prévisible de 3 milliards de dollars supplémentaires par année pour subvenir aux besoins de nos villes en matière de transport en commun, en plus des transferts provenant du Fonds de la taxe sur l'essence fédéral.

Pour nous assurer que l'infrastructure dont les gens et les collectivités ont besoin est construite, nous exigerons également que toutes les provinces et tous les territoires définissent et approuvent leurs priorités à long terme en matière d'infrastructure au cours des deux prochaines années. Les fonds qui ne seront pas affectés à des projets précis d'ici la fin de 2021 seront réinvestis directement dans les collectivités grâce à un complément du Fonds de la taxe sur l'essence du gouvernement fédéral. Des fonds qui peuvent servir à ajouter des autobus, des trains intelligents, à moderniser les stations de transport en commun et à améliorer les routes pour permettre aux gens de se déplacer.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

5. Ayant fait face aux inondations record de 2017 et de 2019, ainsi qu'à des épisodes de pluies diluviennes et de gel-dégel de plus en plus fréquents, la Ville de Gatineau est bien placée pour faire valoir les importants coûts financiers et humains que les changements climatiques entraînent pour les municipalités et leurs citoyens. Au Québec seulement, une étude récente a évalué à 4 milliards de dollars les investissements nécessaires pour l'adaptation des infrastructures municipales aux changements climatiques. À titre d'exemple, l'adaptation du bassin du ruisseau Wabasse à Gatineau nécessite plus de 56 M\$ pour protéger un seul secteur de la ville des refoulements d'égouts dus aux pluies diluviennes. Or, les programmes fédéraux présentement en vigueur pour le financement de mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques sont insuffisants pour couvrir les besoins des municipalités, et leur caractère ponctuel ne permet pas aux villes d'effectuer une planification à long terme des travaux requis. Si votre parti est porté au pouvoir, comptez-vous collaborer avec les villes pour définir des mécanismes de financement prévisibles, flexibles et à long terme en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques?

Les résidents de la région de l'Outaouais savent trop bien que les changements climatiques menacent concrètement leur sécurité, leurs maisons et leur capacité à joindre les deux bouts. Pour aider les gens à se préparer aux risques et aux réalités des changements climatiques, nous irons de l'avant avec des programmes destinés à nous protéger contre les pires effets du réchauffement planétaire. Nous :

- protégerons les propriétaires de maison qui sont à risque d'inondation et qui n'ont pas une couverture d'assurance suffisante, en mettant sur pied un programme national d'assurance à faible coût contre les inondations;
- aiderons les Canadiens à mieux comprendre les risques auxquels ils s'exposent lorsqu'ils achètent une maison, en collaborant avec les provinces et les territoires pour dresser la cartographie de toutes les zones inondables du Canada;
- élaborerons un plan d'action national pour aider à relocaliser les propriétaires de maison qui sont à risque d'inondations répétées.

Pour aider les gens dont l'emploi et le gagne-pain sont menacés après une catastrophe, nous collaborerons avec des experts, des travailleurs et des employeurs pour mettre en place une prestation d'AE en cas de catastrophes. Cette nouvelle prestation sera lancée en 2021 et aidera à remplacer le revenu perdu lorsque les gens doivent s'absenter de leur travail pour protéger leur maison ou relocaliser leur famille dans un endroit sûr. Nous investirons 1 milliard de dollars de plus dans le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes au cours de la prochaine décennie. Ce financement s'ajoute aux 2 milliards de dollars investis pour aider les communautés à prévenir les catastrophes météorologiques telles que des inondations et des incendies, et à s'y préparer. Ainsi, les communautés posséderont les outils et les ressources pour répondre proactivement aux conséquences des changements climatiques à long terme.

6. Le réengagement récent du gouvernement fédéral dans le domaine du logement a été accueilli avec enthousiasme par le monde municipal. Cependant, le gouvernement fédéral n'a toujours pas signé d'entente bilatérale en logement avec le Québec afin de renforcer les programmes existants, qui répondent aux besoins de nos communautés. Alors que Gatineau fait face à une crise du logement, avec un taux d'inoccupation de seulement 0,9%, cette situation bloque des sommes qui permettraient d'aider nos citoyens les plus vulnérables, en leur offrant du logement décent et en luttant contre la pauvreté et l'itinérance. Dans ce contexte, il est urgent qu'une entente adaptée à la réalité du Québec soit conclue. Si votre parti est porté au pouvoir, comptez-vous signer une entente bilatérale en matière de logement avec le Québec qui permettra de soutenir les mesures provinciales actuelles?

Notre Parti travaillera toujours pour soutenir les familles canadiennes. Après une longue absence dans ce dossier, le gouvernement fédéral, sous le leadership de Justin Trudeau s'est réengagée dans le domaine du logement. Nous continuerons de travailler en étroite collaboration avec les différents paliers de gouvernement pour s'assurer que les canadiens reçoivent ce dont il ont besoin en matière de logement.